

## Soirée inaugurale

Historiquement, l'ère du développement fait suite à celle de la colonisation, comme l'ère de la mondialisation prend le relais de celle du développement. L'occidentalisation du monde et l'uniformisation planétaire se renforcent avec l'accumulation sans limite du capital sous la domination toujours accrue des firmes transnationales. La guerre économique et les inégalités ne se déploient plus seulement entre les peuples mais aussi au sein des espaces nationaux. La destruction de l'environnement est universelle.

Cette évolution nourrit des résistances diverses qui se fondent souvent sur la nostalgie et aboutissent parfois à des replis identitaires désastreux. Il n'y a d'avenir écologique, culturel et politique soutenable et souhaitable qu'au delà d'une nécessaire décolonisation de l'imaginaire. Il faut sortir non seulement de la mondialisation mais encore du développement, en secouant le joug de la dictature de l'économie. Cela signifie, pour le Sud comme pour le Nord du monde, libérer les initiatives et les alternatives de toutes sortes afin de briser le carcan de la fin d'une histoire unidimensionnelle. Après le réveil de Seattle, le moment est venu d'élargir le débat et d'approfondir les analyses. Il faut reprendre en main ses destinées, défaire le développement et renouer avec la pluralité des mondes.

Le colloque « Défaire le développement, refaire le monde », consacré à l'après-développement, est organisé par l'association « La Ligne d'Horizon » et le journal « Le Monde Diplomatique ». Il est accueilli par le programme MOST de l'UNESCO.

- > **Ali Kazancigil** (directeur exécutif du programme MOST, UNESCO) – **Allocution**
- > **Serge Latouche** (La Ligne d'Horizon) – **Introduction au colloque**
- > **Alain Gresh** (journaliste, Le Monde Diplomatique) - **Comment construire un autre monde ?**
- > **Aminata Traoré** (écrivain, ancienne ministre, Mali) - **Sauver l'Afrique du développement**
- > **John Berger** (écrivain) - **Trois messages**
- > **Rajagopal** (militant non-violent, Ekta Parishad, Inde) – **A dream of a new world order**
- > **José Bové** (agriculteur, Confédération Paysanne) - **En finir avec l'idéologie du Progrès**
- > **Ivan Illich** (écrivain et essayiste, 1926-2002) – **Le développement ou la corruption de l'harmonie en valeur**

### > Allocution

Ali Kazancigil

(directeur exécutif du programme MOST, UNESCO)

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Bienvenue à la Maison de l'Unesco.

C'est avec un très grand plaisir que je vous accueille ici, dans le cadre du Colloque « Défaire le développement, Refaire le Monde » .

Le Programme MOST de l'Unesco, dont le but est de promouvoir et de soutenir des recherches internationales en sciences sociales portant sur les transformations sociales pour

ensuite en transférer les résultats aux acteurs politiques et socio-économiques - décideurs, ONGs, communautés de citoyens, etc. - a rejoint l'association « La Ligne d'horizon - Les amis de François Partant » et *Le Monde Diplomatique*, pour organiser ce colloque, pour deux raisons principales.

D'une part, ce faisant, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture répond à son mandat constitutionnel, qui lui enjoint de travailler au renforcement de « la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité ». Notre Acte constitutif précise aussi que la paix ne saurait durablement se construire uniquement à travers des accords entre les gouvernements, mais qu'elle doit surtout se fonder sur la participation active des peuples. Organisation intergouver-

nementale, l'Unesco est donc également celle des sociétés, des communautés et des individus. À ce titre, elle tient à soutenir des réflexions critiques, comme celle auxquelles le Colloque va se livrer, afin d'en tirer des leçons pour la mise en œuvre de ses propres actions. En effet, dans le système des Nations Unies, notre Organisation a toujours eu une fonction un peu à part, un peu critique. C'est à ce titre que l'Unesco a promu dans le passé des idées et concepts comme le développement endogène et lutté contre une conception exclusivement technique, économiciste et gestionnaire du développement, en insistant sur la centralité de la culture et de la diversité culturelle, de même que de la participation citoyenne en cette matière.

Aujourd'hui, le rouleau compresseur de la mondialisation néolibérale laisse à l'Unesco moins d'espace de réflexion et d'action critiques. Vous comprendrez donc que la tenue de ce colloque est précieuse pour nous. En retour, il n'est sans doute pas inutile que vos réflexions se diffusent dans des sphères intergouvernementales. Je ne sais si, comme on l'a dit, les idées mènent le monde, mais elles peuvent influencer les décideurs. À tout prendre, nous préférons, à l'Unesco, que des idées de solidarité et de justice comme celles que vous préconisez influencent davantage les grands acteurs étatiques et économiques qui dominent le monde, que des billevesées - et je reste modéré dans mes propos - comme le postulat du choc des civilisations.

La deuxième raison de la participation de MOST à ce Colloque correspond à celle qui explique l'extraordinaire engouement qu'il a suscité. Je suis à l'Unesco depuis de longues années et je ne me souviens pas d'une autre réunion qui nous ait valu autant de demandes de participation.

En effet, nous avons, vous avez, les citoyens du monde ont un besoin pressant de pensées et de visions nouvelles, offrant des solutions alternatives, par rapport à la triste pensée unique de la mondialisation néo-libérale. Nous savons tous que l'ordre mondial actuel, injuste et inégalitaire, piloté par quelques États, les grandes multinationales et les marchés financiers dérégulés, ne sert que les intérêts de 20 % de la population mondiale, dont fait partie la fine couche des élites du Sud alors que les 80 %, dont la grosse majorité est dans les pays dits en développement, mais qui comprennent aussi les pauvres des pays dits développés, n'est ni viable, ni acceptable.

Il n'est pas viable socialement, car il approfondit les inégalités jusqu'au point de rupture et il conduit à la marchandisation de toutes les sphères de vie et donc à la destruction du lien social.

Il ne l'est pas économiquement, car le capitalisme mondialisé, pourtant libéré de la régulation sociale qui le bordait quelque peu dans les années 1945-1975, à travers l'État Providence, n'échappe pas à ses crises cycliques : le problème historique de la baisse tendancielle du taux de profit et donc de la rentabilité du capital, que Marx avait parfaitement analysé, est toujours présent, comme l'a récemment confirmé une étude d'un économiste français de premier plan, qui n'a

rien d'un marxiste attardé, M. Patrick Artus.

Il ne l'est pas sur le plan de l'environnement, ce n'est pas à vous que je vais l'apprendre.

Ce colloque vient donc à point nommé pour nous faire réfléchir à un monde organisé autrement. Peu importe si on n'est pas d'accord avec toutes les analyses et propositions. L'important est d'en débattre, comme préalable à l'action. La radicalité des politiques alternatives dont vous allez discuter fait tout l'intérêt du Colloque, en ces temps de pensée molle. A titre d'exemple, je citerai la notion de « décroissance soutenable », fondée sur l'idée de produire moins en polluant moins, de réduire la consommation des sociétés riches, de sérieusement partager les richesses avec les populations déshéritées, afin que tous vivent mieux, que vous opposez au concept de « développement durable », objet du Sommet mondial de Johannesburg de septembre 2002, à l'occasion du dixième anniversaire de la Conférence de Rio de 1992. Nous pensons, à l'Unesco, que passer en 10 ans du binôme environnement et développement à la notion plus large de développement durable, incluant les dimensions sociale, économique, environnementale, culturelle et politique est un progrès. Vous tous dites « non, c'est faux », avec des arguments forts. Tant mieux.

Les institutions, nationales et internationales, ont besoin d'être secouées, remises en question dans leurs certitudes, leurs routines, leur prudence.

Je voudrais terminer cette intervention sur une brève réflexion sur l'utopie et l'action.

Vous êtes porteurs d'une utopie. De bons esprits, qui se prennent pour des réalistes, utilisent ce mot pour tourner en dérision tout ce qui sort de la routine, qui conteste l'ordre établi. Ce n'est pas mon point de vue. Nous avons besoin d'utopie. Actuellement, les utopistes sont les réalistes, car penser un autre monde, une autre mondialisation plus solidaire et fraternelle, est une nécessité incontournable.

Hegel observait que l'histoire avance par son mauvais côté et le monde s'évertue à valider ce constat, surtout aujourd'hui. Les bonnes utopies sont utiles, pour qu'il n'en soit plus ainsi.

Mais la grande difficulté d'un projet de société radicalement nouveau, une fois qu'il est pensé et élaboré, est celle des conditions de son application, c'est à dire du passage à l'acte.

Il y a deux méthodes pour traduire un projet de ce type en actions, en politiques, en institutions : la première est de l'imposer à travers l'action violente d'une avant-garde, d'une élite. On sait ce que cela a donné au XX<sup>e</sup> siècle.

La deuxième, la seule qui ouvre la possibilité de réellement changer le monde de façon non violente et durable est la voie de la démocratie, fondée sur la participation de citoyens actifs, organisés et déterminés à modifier le cours des choses à travers la confrontation politique.

Je pense donc que les conditions politiques, dans le sens le plus élevé du terme, de la construction d'un monde nouveau plus solidaire, juste et viable sont aussi importantes que

l'utopie elle-même. Car la seule possibilité pour celle-ci d'être mise en œuvre, de manière pacifique et durable, est qu'elle obtienne l'adhésion volontaire des citoyens.

Il y a là matière à un autre colloque : comment peser sur l'État et les acteurs politiques pour faire passer les propositions pour un monde meilleur du champ intellectuel et social au domaine politique ?

Thierry Jaccaud, dans sa contribution à l'excellent numéro de « l'Écologiste » consacré à notre colloque, donne comme exemple le succès d'ATTAC.

Pour ma part, je soulignerais l'importance de la contestation citoyenne de la mondialisation néo-libérale, qui a commencé en décembre 1999 dans les rues de Seattle et a continué dans celles de Washington, de Prague, de Nice, de Stockholm, de Gènes et j'en oublie. Cette contestation est en train de se transformer en une force de propositions, au travers du Forum de Porto Alegre. Les grands acteurs de la mondialisation ressentent désormais la pression de la contestation citoyenne et sont obligés de la prendre au sérieux.

Les rapports de force entre les dominants et les dominés n'en sont pas encore renversés, mais il bougent. Il y a donc des chances pour que des idées et propositions alternatives, avancées par des mouvements de citoyens comme le vôtre, pénètrent le domaine du politique, modifiant les données politiques à l'intérieur des États, de même qu'au niveau mondial les procédures de prise de décisions au sein d'institutions financières et commerciales internationales comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC.

Je forme des vœux de succès pour notre Colloque, et aussi pour que la collaboration entre « La ligne d'horizon » et le Programme MOST de l'Unesco continue au delà de cet événement.

Merci de votre attention.

## > Introduction

Serge Latouche (La Ligne d'Horizon)

Vous avez vu dans le programme que je porte plusieurs casquettes dans ce colloque, pas seulement ma casquette de marin breton mais aussi une casquette de conférencier dans différents ateliers, peut-être dans trop ! Donc vous m'entendrez demain expliquer que le développement n'est pas le remède à la mondialisation, que c'est en fait le problème ; et puis je dois encore intervenir dans deux ateliers. Je ne vais donc pas faire une conférence supplémentaire ce soir.

Je vais simplement vous accueillir, en tant que président de La Ligne d'Horizon et en son nom. Et vous souhaiter la bienvenue pour ces trois journées et demie.

Tout d'abord, La Ligne d'Horizon, qu'est-ce que c'est ? Ce n'est pas un sigle très connu, plutôt une micro-association qui a été fondée en 1988 par un groupe d'amis d'un certain François Partant. Pour beaucoup d'entre vous, ça n'éclaire pas les choses outre mesure. Monsieur Kazancigil a dit le succès du

colloque avant même qu'il ne commence, c'est-à-dire l'intérêt qu'il suscitait. Il y a un paradoxe entre le fait que nous soyons une micro-association et que nous organisions un « méga colloque ». Je crois que nous aurions eu une salle deux fois plus grande, elle eut été aussi remplie, puisque nous avons dû refuser des centaines d'inscriptions. Le fait que nous soyons une micro-association explique un certain nombre de dysfonctionnements dont je tiens à m'excuser au nom de l'association. D'abord ce fait, éminemment regrettable, que beaucoup de gens qui auraient voulu être parmi nous n'ont pas pu trouver place. Je trouve cela évidemment dommageable, mais nous n'avions pas de solution. Ensuite il y a eu un certain nombre de ratés auxquels un certain nombre se sont heurtés : pas moyen de nous joindre par téléphone ou de recevoir des informations. Il y a d'autres ratés : des gens qui voulaient être invités, qui se pensaient - légitimement ou moins légitimement - susceptibles de participer et que nous n'avons pas pu joindre.

Comme nous étions une toute petite association, pour pouvoir monter ce grand colloque nous avons eu besoin de passer des alliances et de trouver des aides. La première alliance a été passée avec Le Monde Diplomatique. Et je tiens, au nom de l'association, à remercier très fortement le soutien indéfectible du Monde Diplomatique, en la personne d'Alain Gresh et aussi de Marie-Cécile Robert qui a participé à la mise sur pied de ce colloque. Et puis nous avons obtenu le soutien de l'Unesco avec le programme MOST, en la personne d'Alain Kazancigil que je tiens aussi à remercier. Beaucoup d'autres appuis nous ont aidé, ne serait-ce que parce que nous n'étions pas du tout armés pour déposer un dossier à Bruxelles et nous avons reçu des coups de main de divers groupes. De même pour mettre sur pied un comité de pilotage, nous avons même eu des alliés au sein du Ministère des Affaires étrangères. Je n'ai pas la liste exhaustive de tous ces soutiens et de toutes ces aides, mais je veux dire publiquement que tous ici soient remerciés.

### François Partant

L'association porte en sous-titre « les amis de François Partant ». Je pense que François Partant est un illustre inconnu pour beaucoup d'entre vous et je me dois donc - puisque c'est un peu en son honneur et dans le fil de ses idées que nous avons organisé ce colloque - de dire quelque chose sur cette personnalité emblématique de notre association. François Partant, de son vrai nom François Roche, né en 1926 et mort en 1987. Je passerai sur son enfance et sur sa participation - très jeune, puisqu'il avait 12 ou 13 ans - à la Résistance. Pendant l'essentiel de sa vie active François a été ce qu'on appellerait un expert en développement et, plus précisément, un expert financier et même, disons-le, un banquier. Issu d'un milieu protestant, il entre dans la banque et pas n'importe laquelle : la Banque de Paris et des Pays bas. Il va devenir directeur d'une agence de cette banque, avec un rôle considérable dans les actions de développement, en Iran où il aura l'occasion de faire la connaissance non seulement des grands de ce monde mais

aussi avec l'opposition au Shah, ce qui a eu un rôle non négligeable dans sa carrière. Et puis, après avoir démissionné de la banque après quelques années, il a continué un travail dans la petite banque mondiale du pré carré français qu'était la Caisse Centrale de Coopération Économique, désormais la Caisse Française de Développement, qui est l'organisme français qui finance des opérations, essentiellement avec l'Afrique. Son désir sincère, qui s'est accru au fur et à mesure de son expérience de terrain, de sortir les pays du Sud de l'ornière de la misère - motivation qu'on retrouve chez beaucoup d'experts en développement, surtout pendant cette période - l'amène au fur et à mesure de ses missions dans les pays du sud à prendre conscience des échecs des projets clés en main qu'en tant que financier il mettait sur pied. Il prend conscience de la mystification de l'entreprise développementiste. La première rupture se fait, je l'ai dit, en Iran en rencontrant l'opposition, puis elle s'accroît par la suite en particulier quand, expert de la Caisse française de coopération économique, il devient un élément important représentant cette caisse à Madagascar entre 1963 et 1967. Il s'engage de plus en plus du côté des victimes de ce développement, du côté des exclus. D'abord, il faut le dire, d'une façon tiers-mondiste. Il devient expert indépendant en 1968 et, en bon développeur tiers-mondiste, il se met au service des gouvernements du tiers-monde, surtout des gouvernements révolutionnaires. Il s'agit des gouvernements qui tentent, ou dont on pense qu'ils tentent de nouvelles voies, de mettre sur pied de nouvelles politiques. C'est ainsi qu'en 1969 il part au Sud Yémen, puis au Congo en 1971. Son profil à ce moment-là est assez proche d'un mouvement comme le Cedetim, qui représente ce mouvement anti-impérialiste. Il s'efforce donc de promouvoir ce qu'on appellerait aujourd'hui un développement alternatif. Il revient très amer de ces expériences, en particulier de son expérience au Congo. Il retourne néanmoins en 1972 à Madagascar et participe à ce qu'on a appelé le « mai malgache ». C'était un mouvement d'ébullition qui a renversé le président Tsiranana et qui a mis sur pied quelqu'un qui, à un moment donné, a porté les espoirs du peuple malgache et qui aujourd'hui fait beaucoup de problèmes, Didier Ratsiraka. François Partant restera accompagner les événements à Madagascar deux ans. Il en tire un livre, « La guérilla économique » paru en 1976. C'est d'ailleurs à ce moment-là que je fais connaissance intellectuellement avec François Partant, en faisant une critique assez féroce de cet ouvrage. Il commence alors à faire une critique beaucoup plus radicale de ce développement. C'est à ce moment-là, je pense, qu'il entre en contact ou du moins devient sensible à la pensée d'Ivan Illich, que nous avons le plaisir d'avoir parmi nous ce soir. Partant publie ensuite un certain nombre d'ouvrages, dont « Que la crise s'aggrave » qui vient juste d'être réédité avec une belle préface de quelqu'un qui, par les hasards de l'histoire, a connu François Partant, j'ai nommé José Bové, que nous avons le plaisir d'avoir à cette tribune.

### La chèvre et le chou

L'ouvrage le plus significatif de François Partant reste « La fin du développement », paru en 1982. On entre déjà là dans le sujet de notre colloque. Dans ce livre, Partant met en évidence l'impasse de la problématique développementiste avec un certain talent. Je ne résiste pas au plaisir de citer quelques phrases de ce qu'on peut appeler la fable de la chèvre et du chou. « *Depuis plus de vingt ans - explique-t-il - nous tournons et retournons en tous sens le vieux problème de la chèvre et du chou. Comment faire grossir un chou que mange une chèvre sans affamer la chèvre ? Étant entendu que si le chou doit impérativement grossir, c'est aussi parce qu'il sert de nourriture à la chèvre et que celle-ci veut elle-même grossir. Ce problème est insoluble dans le cadre socio-politique et économique mondial tel qu'il existe aujourd'hui, le développement techno-économique du tiers-monde est impossible, il est matériellement et financièrement impossible et tout ce qui est tenté pour le promouvoir aboutit à des résultats socialement inacceptable. Enfin, s'il était effectivement possible, c'est-à-dire si le tiers-monde produisait et consommait autant que les pays dits développés il provoquerait la destruction quasi immédiate de la biosphère, donc de l'espèce humaine.* »

Partant poursuit ensuite cette réflexion au travers toute une série de films qui est passée à la télévision allemande, qui s'intitule « Au nom du progrès », qui démontrent et dénoncent les rouages du mythe.

Je pense que notre association, en organisant ce colloque, est fidèle à cet itinéraire. Notre identité initiale est en effet l'œuvre de François Partant, mais cette œuvre n'est pas achevée, c'est un parcours, une trace interrompue qui se termine d'ailleurs par une ouverture : son ouvrage post-mortem, dont il a choisi le titre, « La ligne d'horizon » précisément, qui a donné le nom de notre association. Le cœur de cette œuvre, qui constitue donc le fondement de notre identité, c'est la critique du développement, d'un développement historiquement situé, celui des « 30 glorieuses ». Il s'agit d'une critique radicale au sens originel du terme, c'est-à-dire qui va à la racine des choses, autrement dit une critique de l'imaginaire économiste occidental. Ce n'est pas la critique d'un développement qui déboucherait sur un autre développement revu et corrigé, par exemple le développement durable. Si l'on poursuit la trace laissée par François Partant, ce qui s'offre à nous c'est la critique du paradigme économique qui domine notre imaginaire, c'est la recherche et la construction d'un autre monde, un monde libéré de l'imaginaire économique. La spécificité de notre association est précisément de travailler à l'articulation de la réflexion critique et de la pratique alternative. L'articulation de la résistance mentale et de la dissidence concrète, au fond dénoncer les méfaits du développement et en analyser les racines, et refaire le monde. C'est bien l'objet de notre colloque et de notre travail. Refaire le monde, précisément, c'était en quelque sorte le deuxième volet de la pensée de François, celui qu'il a

développé le plus dans cet ouvrage, « La ligne d'horizon ». Il préconise l'auto-organisation des exclus, propose la mise sur pied d'une « centrale économique » (c'est un terme qu'il a traîné toute une partie de sa vie à partir de son itinéraire d'expert), mais une centrale pour coordonner les initiatives post-développementistes et ce sont ces voies que notre colloque se propose d'explorer.

## > Comment construire un autre monde ?

Alain Gresh (Journaliste, Le Monde Diplomatique)

Merci à Serge Latouche pour avoir présenté les grandes lignes de réflexion pour ce colloque. Je voudrais dire juste un mot au nom du Monde Diplomatique pour dire qu'il y a quelques années, nous n'aurions sans doute pas été capable d'organiser un colloque de ce type. Nous étions dans une conjoncture marquée, notamment après l'effondrement du mur de Berlin, par ce qu'on appelait « la fin de l'histoire ». L'idée que, finalement, il n'y avait qu'une voie possible et qu'elle était en train de triompher, que la chute de l'empire du mal était la concrétisation de cette victoire et que la mondialisation libérale allait, avec la démocratie, régler les problèmes de la planète. Et c'est vrai que, pendant un temps, il fut très difficile d'aller à contre-courant de ces idées. Depuis quelques années, avec le développement des mouvements de critiques de la mondialisation, on a vu que ces idées pouvaient être critiquées, qu'elles n'apportaient pas de solution, ne serait-ce que parce que l'état de la planète, en dix ans, ne s'est pas vraiment amélioré. Le mouvement anti-mondialisation a pris une vraie crédibilité, il est devenu une partie prenante du débat international et je crois que c'est très important. On sent maintenant que la période est différente. La critique existe, elle est acceptée, maintenant on ne passe plus pour être passible d'un asile d'aliéné si on dit que la mondialisation néo-libérale n'est pas la solution. En même temps, les solutions du mouvement anti-mondialisation à la crise et aux problèmes de la planète n'existent pas, ou elles sont encore extrêmement floues. Et on a vu depuis quelques mois se développer un débat autour de la question « comment construire un autre monde ? » Si un autre monde est possible, lequel et comment le construire ? Et je crois que c'est important que le colloque ait lieu en ce moment, parce que la pensée radicale qui est présentée ici n'est pas forcément ce que chacun d'entre vous peut penser, mais elle est quand même un des éléments de ce débat. Est-ce qu'il y a une autre possibilité que le développement qu'on nous a présenté depuis 30 ou 40 ans comme la seule solution aux problèmes de la planète ? Je crois donc que l'ensemble des ces travaux risque d'être intéressant et permettra justement d'avancer vers ce débat, qui a eu lieu aussi à Porto Alegre, qui a lieu dans le mouvement anti-mondialisation et qui est un débat majeur. Encore une fois, on ne peut pas combattre la mondialisation libérale telle qu'elle

est s'il n'y a pas de solution de rechange offerte, je crois que c'est important et je suis convaincu que ce colloque marquera de ce point de vue une date.

## > Sauver l'Afrique du développement.

Aminata Traoré

(écrivain, ancienne ministre de la culture, Mali)

Je voudrais commencer par dire que si l'on parvenait à sauver l'Afrique du développement, elle saura s'occuper toute seule de la pauvreté. Les ravages du développement sont considérables en Afrique mais il demeure pourtant une véritable religion. Lorsque certains m'ont demandé « où est-ce que tu vas ? », j'ai dit « je vais à l'Unesco, invitée par la Ligne d'horizon pour participer à un débat », le libellé « Défaire le développement » a suscité des réactions, les gens écarquillaient les yeux. « Ah bon, c'est possible ? Et puis, qu'est-ce que vous allez faire à la place ? » Comment peut-on refaire le monde sans le développer, sans le développement ? C'est vous dire jusqu'à quel point nous sommes totalement intoxiqués. Toute l'architecture, toute l'industrie de la coopération multilatérale et bilatérale s'écroule dès l'instant où l'on soustrait le mot développement. Il est clair que la mondialisation se situe dans le prolongement de la colonisation, pour ce qui nous concerne, mais plus vieux que la colonisation est l'esclavage, et je ne peux pas aborder ces questions sans évoquer la traite négrière. Je ne peux même pas dire que nous revenons de loin, car nous ne sommes pas au bout de nos peines pour l'instant, le traumatisme est profond en Afrique. On est marqué au fer rouge par des notions, des concepts, des mots d'espoir parfois et qui sont autant de mots creux. Quand nous parlons de développement, nous sommes même incapables d'imaginer notre propre présence au monde ici et maintenant en dehors de ce concept. Puisque nous avons été présentés et traités comme des sous-hommes, nous n'avons pas d'histoire, ni de valeurs et nous sommes incapables de nous en sortir sans les peuples conquérants et leurs sciences et leur technologie. Nous sommes donc gérés par une élite politique qui a été à cette école-là et qui ne conçoit le monde et l'avenir de l'Afrique qu'en fonction de ce référent, qui est central. Victime et complice cette élite qui ne se donne pas la latitude d'engager un débat de fond, d'éduquer les peuples d'Afrique dans le sens de la rupture. La raison en est simple : le budget d'investissement d'un pays comme le mien, le Mali, lui vient de l'extérieur à 80 %. Cessez de parler de développement et tout s'arrête. Voici dans quelle situation nous nous trouvons et il n'est nullement étonnant, au regard de cette situation, que l'Afrique soit présentée comme la région « la plus pauvre », entre guillemets, alors qu'elle est plutôt victime de ses richesses et victime des convoitises.

### Une brèche ouverte dans le système

Refaire le monde sans le développement, bien sûr que c'est tout-à-fait possible puisqu'aujourd'hui, à la faveur de cette montée en force du mouvement social mondial, tout le monde sait qu'il faut un autre monde, qu'il faut un discours alternatif. Et l'Afrique a aujourd'hui la possibilité de s'engouffrer dans cette brèche qui est ouverte dans le système. Malheureusement, jusqu'à présent, la censure et l'autocensure aidant, elle ne s'en donne pas les moyens. Quand vous dites, Monsieur Kazancigil, que les idées ont des ailes, on suppose que les maîtres du monde, ceux qui nous gouvernent, sont à l'écoute de tout ce mouvement, c'est vrai pour l'Occident et je vous envie. Parce qu'aucun dirigeant africain n'était à Porto Alegre. Les candidats à la présidentielle d'ici sont allés faire la cour à la société civile mondiale, mais les nôtres étaient tous à New York. De retour, alors que l'homme de la rue, les gens ordinaires, qui se doutent qu'il se passe quelque chose d'important, vous demandent « Porto Alegre, c'est où ? Qu'est-ce que vous faisiez, on n'a pas bien compris, est-ce qu'on peut en débattre ? » Mais il n'y a pas d'espace de débat. Je ne connais pas une seule télévision africaine qui ait instauré un débat sur l'état réel des lieux, parce que nous sommes inondés de rapports du F.M.I. et de la Banque Mondiale, bien sûr qu'ils sont les véritables maîtres des lieux. Et nous n'en pouvons plus, nous en avons assez jusqu'à la nausée de ces élections qui ne servent strictement à rien ; regardez la situation à Madagascar, ça peut péter à n'importe quel moment, regardez le Zimbabwe et bientôt dans mon propre pays le Mali. C'est plutôt l'impasse électorale, alors que nous attendions le vote, nous n'avons pas appris à voter, le vote est un exercice récent pour nous ; il y a dix ans, nous nous sommes dits « enfin nous allons pouvoir choisir », nous avons estimé que le vote n'allait pas être un geste isolé, mécanique, mais que chaque citoyen avec son bulletin de vote tenait son destin en main, c'est ce que nous avons espéré. Mais on a vidé le vote de son contenu, le vote sert aujourd'hui à porter au pouvoir les esclaves et les complices du système.

### Des marges de manœuvre ?

Les marges de manoeuvre sont étroites, dans tous les domaines. Il faudrait pouvoir se demander ce qu'est ou n'est pas la coopération ; disons qu'il n'y a plus de plan de développement, il n'y a plus que des programmes d'ajustement structurels. La nouvelle donne, c'est bien sûr l'initiative « Pays pauvres très endettés » (PPTE), une manière subtile de poursuivre les politiques néo-libérales. Catastrophe, tout le monde est dans la rue, les gens ne savent plus où donner de la tête. Et l'émigration reste la seule issue. L'émigration, c'est la saignée la plus grave qui est en train de s'opérer actuellement sur les ressources de l'Afrique. Il y a quelques siècles, nous sommes partis enchaînés, nous retournons enchaînés et néanmoins on ressort, il n'y a d'issue qu'ici, dans les conditions

que vous savez. Je souhaite de tous mes voeux que les candidats aux élections présidentielles ici soient interpellés quant à la relation entre la nature de la coopération franco-africaine et cette saignée. L'Afrique se vide de ses capitaux, de ses cerveaux et de ses bras.

Concernant l'accord de Cotonou, nous avons espéré que l'Europe, qui aurait pu faire contrepoids aux États-Unis, aurait perçu le présent et l'avenir de l'Afrique autrement, de manière plus responsable. Mais l'accord de Cotonou, comme vous le savez, relève du paradigme dominant. Les États-Unis estiment que tout ça c'est très peu, l'entrée de l'Afrique dans le marché exige autre chose et nous avons aussi la voie. La voie consiste à aller plus vite dans la privatisation, mais les capitaux qui sont mis en place profitent aux privés américains, qui veulent investir en Afrique. Chacun a son business en Afrique, et qui n'a rien à voir avec les véritables intérêts de l'Afrique. Et puis, à tous ces pièges qui nous sont tendus, nous sommes venus ajouter notre propre nasse qui s'appelle le « nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique ». Il a été discuté dans cette même salle il y a quelques mois, nous l'avons dénoncé comme une affaire de chefs d'État, qui pour plaire ont monté, je pourrais dire échafaudé, quelque chose qui va leur permettre d'avoir les coudées franches pour se maintenir au pouvoir. On reconduit donc, comme son nom « nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique » le dit, le développement en majuscule au centre de cette affaire. En dépit des protestations d'une bonne partie de la société civile africaine, c'est la fuite en avant dans le « NEPAD ». Le président Chirac a reçu ici, il y a quelques semaines, une douzaine de chefs d'État africains pour en parler. Et, comble du mépris pour l'Afrique, c'est Michel Camdessus qui est recruté comme expert pour aller vite dans la mise en oeuvre de ce projet qui est un véritable scandale. Que faut-il ajouter d'autre ? Je n'en sais rien. J'aurais bien aimé tout simplement que le mouvement et la remise en question de l'ordre du monde serve à quelque chose, que l'on commence à voir le bout de l'ornière avec tout ce processus qui est en cours. Je ne désespère pas, mais je veux tout simplement dire que l'Afrique, là où le développement a fait le plus de ravages, demeure une région encore léthargique.

## > Trois messages

John Berger (Ecrivain)

Vous êtes ici pour travailler pour plusieurs jours. Ce que je voudrais faire, c'est simplement vous donner trois petits messages. Peut-être pour vous encourager ou pour vous pousser.

### Premier message

Le premier est de notre amie Arundati Roy, qui en principe aurait dû être ici ce soir avec nous. Elle ne pouvait pas venir parce qu'elle attend, la semaine prochaine, un jugement du « High Court of India », pour s'être engagée auprès des paysans contre le projet de barrage de Narmada.

<sup>1</sup>Arundati Roy a finalement été condamnée à une journée de prison (note d'après-colloque).

Dear John,

Sorry to be so hard to get in touch with. I am going a little crazy I think. This head-on collision with the Supreme Court is a little intimidating. I would be a fool if I were not somewhat afraid. The last hearing, on 15 January, was very hostile. Once again, the court was closed to the public. In India we are supposed to have public court rooms. Once again, the thugs who filed the case were allowed to roam freely in the court, abusing me loudly. The judges looked at me and said, not once but several times, "The respondent is defiant and she has not shown a shred of remorse. She is not behaving like a reasonable man." So I have bought myself a mustache and have decided first to try and be a man and then to be reasonable. That is to say, for the dam, for the bomb, for war.

The court then reserved judgment. It ordered me to be personally present in court on 6 March when judgment will be delivered. I don't know what will happen. The best case scenario is humiliation, one hundred easy insults to an unrepentant writer and a warning, of those I have had many. The worst case scenario is prison, but the maximum sentence would be, but I am very unlikely to be given it, six months. In a world where daisy cutters are being dropped on people, I can't make this seem like a human rights issue. Yet, seen in the political context of what is happening today, whether I go to jail or not, the warning is quite clear: "Shut up, or we'll get you!" More than being a violence against free speech, it's an attempt to break the spirit. And they have different ways of breaking spirits. But, so far, mine is just getting better. Stranger and funnier. Let's see what happens.

I will let you know as soon as I can. If I am in jail I'll get a friend to e-mail you. Don't worry, don't worry at all. Nothing terrible will happen. One learns to enjoy everything. That's the big secret of being happy."<sup>1</sup>

### Deuxième message

If one is trying to remake the world, one of the first things that one comes up against is the blindness and deafness of the masters of the world. They don't even realize that they are blind. They don't carry white sticks. So we have to see how their blindness works. So very quickly I just want to give you a small example. Recently, there were these sixty American intellectuals who wrote a long letter about what makes a just war. And they were, with some small reservations, supporting Bush, the war in Afghanistan, the whole reaction to 11 September. Now, if you read this letter, you have the feeling of very reasonable people arguing at leisure and very well, but they are in a special kind of hotel, a kind of Intercontinental or Hilton. Protection, silence, good library where they can go and look up St. Augustine, swimming pool. And great politeness to one another. They are talking in this hotel and they are in fact totally unaware of what is happening outside. And they are also pretty unaware even of their own past. I want to just give you now a tiny example of this because those who at one moment claim there can be a just war have, throughout history, always

argued that non-combatants should be spared. In other words, to kill civilians out of vengeance so as to discourage others is a moral fault. Although under certain circumstances and in special cases one can morally justify military actions which risk the unintentional but foreseeable deaths of civilians. And this is one of the most important points they make about a so-called just war. I want now to make a few other quotations.

When on 11 September - everyone has talked about this so much and what they thought - but when it happened what I thought of, and I remember it so clearly, was Hiroshima. For several reasons. The scale of what happened is of course absolutely not comparable. Of course not. Both events happened in the morning, early in the morning when people were going to work. Both events announced the use of a new weapon. The first event, Hiroshima, marked the beginning of US supreme military power and it was a demonstration of that. The second event marked the fact that US soil is no longer inviolate and invulnerable, as was believed before. Also, in the two events one saw victims who had escaped, running away covered with grey dust. Although the dust in the two cases was very different. Let's now go back to the sixty intellectuals in their hotel and what they were saying about non-combatants and see actually what was said in America at that time.

A little before Hiroshima, in March 1945, there was a carpet bombing of Tokyo where 100,000 people were killed. Major-General Curtis LeMay, who was in charge of the operation, used these words. He said: «approximately 100.000 people are probably victims and are now scorched and boiled and baked to death.» The use of words is so, so important. It is not necessary now here to introduce the fact that actually by the summer of 1945, the Japanese were seeking peace, a fact which we now know, but which was perhaps not quite clear to the rest of the world, although it was probably quite clear in Washington.

In April 1945 the Chairman of the War Manpower Commission in Washington said that he favored the extermination of the Japanese *in toto*. When asked if he meant the military or the people, he replied «the people. For I know the Japanese people.» A few days before Hiroshima, a Vice-Admiral said - he was aware of what was going to happen - Japan will eventually be a nation without cities - a nomadic people. Truman, announcing Hiroshima said: «An American airplane dropped one bomb on Hiroshima - an important Japanese army base.» Which was an evasion: it was not dropped on the army base, it was dropped on the city. I quote these things simply to show that in this hotel, even the past of the First World is forgotten, not to mention the present of the rest of the world. So, according to this remark, the Japanese will be a people without cities, reduced to being a nomadic people. Is that a terrorist remark, by any chance?

So, in the new terrorism of today, against which a war is being fought and will be fought, it often involves the terrorist in question sacrificing his or her own life. And however much that person may be politically manipulated by others, including the

people who are using him, the terrorist himself is trying to outflank despair. It is quite hard for people in the First World to imagine such despair, because we are too easily distracted. Only those suffering conditions of a special kind are forced then to be single-minded. And this despair is then understandable. Decades in a refugee camp, for example. And this despair consists of what? This is what is not heard or understood in the hotel - the sense that your life and the lives of those close to you count for nothing. And this is felt on many different levels, so that it then becomes total, that is to say, as in totalitarianism, without appeal.

The search each morning to find the scraps with which to survive another day. The knowledge, on waking that in this evil wilderness no light exists. The experience over the years of nothing getting better, only worse. The humiliation of being able to change almost nothing, and of seizing upon that «almost», which then leads to another impasse. The listening to one thousand promises which pass inexorably beside you and yours. The example of those who resist being bombarded to dust. The weight of your own killed - yours who have been killed - a weight which closes innocence for ever, because there are so many. Several levels of despair, not one of them heard in the hotel.

### Troisième message

Le troisième message sera en français. La semaine passée, j'avais l'incroyable privilège d'être dans la grotte Chauvet pendant deux jours. Et, bien sûr, je pourrais en parler pendant des heures, mais je voulais vous dire simplement une chose maintenant. Comme vous savez, il y a là les peintures les plus anciennes que nous connaissions qui datent de 30 ou 32 mille ans, soit 12 ou 14 mille ans plus vieux que Lascaux. Alors tu entres et tu vois une ligne faite avec du fusain. Ce qui est absolument extraordinaire c'est que le noir de ce fusain est exactement comme si c'était fait hier. Et puis tu regardes en bas et il y a une petite miette de ce fusain, de quand cette ligne a été faite, par terre. Donc la pensée est dans un certain sens détruite ou dépassée ou transcendée. Parce que il y a un tel sens de l'immédiat et en même temps, quatorze mille ans avant Lascaux, la maîtrise, la sensibilité, l'incroyable façon de rendre la bouche délicate d'un cheval et de mettre ça sur une paroi, c'est là. Alors toutes ces notions de primitifs, toutes les notions du développement dans l'histoire de l'art sont absolument absurdes. Si on parle de naissance de l'esprit, on ne peut pas parler de développement et surtout on ne peut pas parler de progrès, c'est-à-dire le progrès du primitif jusqu'au sophistiqué.

## > A dream of a new world order

Rajagopal (Ekta Parishad, Inde)

Friends, the good news is that while some people are induced to destroy the world some people are committed to remake it, and make it a place worth living. And this conference is an example. There are many examples of that kind and I think that is hope for future. Many people trying to make the world a place worth living. Interestingly, those who are destroying the world or those who are destroying the resources of the world are also crying about growing violence and terrorism in the world. There is a contradiction in this. That those who are destroying the world using violence that way are crying about growing violence and terrorism in the world. And this is high time that they understand that this development model, the model that they're pursuing will only create violence and terrorism. You cannot have a development model which is based on injustice and exploitation, and expect peace and prosperity and happiness out of it. It is almost like the relationship between the seeds and plant, seed and the tree. You cannot have a plan of happiness and peace from the seed of exploitation and injustice. And this is high time that we understand that the cost not means and ends. And this is also high time for them to understand that physical violence is a sort of structural violence. You see, if we promote physical violence, if you see physical violence there is also structural violence. And this model development, model which is perpetuating structural violence will definitively face physical violence.

We can't escape it, you can't escape it. So in order to tackle one we will have to tackle the other one. If we are interested to tackle the physical violence part of the world we will have to definitively tackle the issue of structural violence in the world.

For some time people like me believed that there will be a beautiful marriage between the tradition and the modern. We thought there will come a stage where some kind of a marriage will take place between tradition and modern. We expected that the modern, the so-called modern, will show law and respect for the traditional values and traditional visitor. Today we stand corrected we are proved wrong and the so called modern development gurus have no respect for values like law and compassion. And society built on compassion. On the culture of caring and loving so the modern developmental idols are not willing to respect those values. And this model thrives on competition. And survival of this model they're willing to kill all traditional values and that's what we are faced with today. Millions of our people are crushed under the feet of this development model, development model of the debt. And where ever I go I see they are into a survival struggle for drinking water, for firewood, for shelter. A constant survival struggle that is going on and I hope that people who are assembled here have taken a position with the struggling



masses. And I think this is time to unite and see that enough is enough. We've had enough of this development, where millions are put in a position where they have to struggle for survival. And this is not acceptable to any decent mind. Time has come to say that. Let me draw your attention like countries like India because I come from India. The state is not doing what it is supposed to do. There are wonderful social legislations which are put in place in support of the poor deprived and marginalized but the state will not implement those legislations. The state has no interest in implementing legislations that are in support of the poor and oppressed. But the state will do what it is not supposed to do. It will take the resources of the poor people and will gladly hand over that to the multinational national corporations. The state is not willing to do what it is supposed to do, will do what it is not supposed to do. On the other hand the state will not commit with hundreds of NGO organizations and people's organizations to do what it is supposed to do. We are supposed to take position with the poor people help them, organize, them strengthen them to participate in the democratic process. So the state is trying to cartel the space and freedom of welfare sector, space of those people organizations. And the state will expect us to participate in their process. And there is a kind of dilemma, that we are facing in countries like India. This can be not only India, but in many countries.

And we're systematically, repeatedly trying to remind the leaders of the country what Mahatma Gandhi told us, what did Mahatma Gandhi say speaking about method of production, what did Mahatma Gandhi say on resource management, what did Mahatma Gandhi say on planning. Mahatma Gandhi said that what is important is not mass production, what is important is production by masses, participation of masses in a production process. And the government is not willing to listen to that. The resources are given away to the multinational corporations. Mahatma Gandhi said the world has enough for everyone's need and not for everybody's greed. That was his concept about resource management. If it's the only need everyone can have enough. And what did he say about planing. He said think of the poorest. When you are in doubt, think of the poorest and the weakest. Whether your steps will empower the weakest and the poorest, that should be the test. I strongly feel that in order to put a break to the present process and engage ourselves in every making agenda we need to develop greatest solidarities among actors across the world. That is a very important agenda.

People across the world who think that remaking agenda is an important agenda will allow to come to them. And unfortunately the larger, northern NGO organization, the larger NGO's haven't yet understood that message. They think this is all local politics why should we participate in Indian politics. They don't see it, yet, as survival struggle where they need to participate. They're still undecided, promoting a delivery mechanism whereas people are struggling for survival. The trade unions are facing their own problems. So they don't have

the time and energy and the resources to express solidarity. And unfortunately to express solidarity. And unfortunately the intellectuals are trying to tell us how to cope with with globalization rather than resist or fight against globalization. The intellectuals are using their intellectualism to tell us "why don't you adjust, this is a reality, please try to adjust, please learn to adjust".

I think this conference is an important step in the positive direction. And let us develop a dream and an agenda here before we depart and work towards achieving it, a dream of a new world order. Thank you very much.

## > En finir avec l'idéologie du progrès

José Bové (agriculteur, Confédération Paysanne)

François Partant a été l'un de ceux qui ont permis de continuer le chemin tracé depuis une cinquantaine d'années maintenant, non seulement dans la remise en cause du développement, mais aussi, allant encore plus loin, dans la remise en cause de l'idéologie du progrès. Le développement fait partie de cette idéologie et l'on peut ici citer Jacques Ellul, qui a été l'un des pères fondateurs de cette réflexion avec son livre *La Technique ou l'enjeu du siècle*, au milieu des années 1950. Il y a une véritable filiation entre Jacques Ellul – en passant par Ivan Illich et François Partant – et tous les mouvements qui sont aujourd'hui en action. Ce qui fait le fondement du mouvement planétaire actuel de la remise en cause de la globalisation et de la volonté de dire qu'il faut défaire le développement, ce qui est fondamentalement au cœur de ce débat, c'est qu'il faut en finir avec l'idéologie du progrès. Celle-ci est responsable d'une sorte de mythe, selon lequel il y a une situation donnée au départ, que tout ce que l'humanité peut faire améliorera. Ce grand mythe du XIX<sup>e</sup> siècle a été l'idéologie dominante, construite à la fois par les libéraux et par les marxistes, constituant la face et le revers d'une même médaille, celle de l'idéologie du progrès. Ce qui fait qu'une nouvelle pensée existe aujourd'hui, c'est que l'on a compris que ces systèmes étaient rigoureusement identiques, qu'ils étaient basés à la fois sur le scientisme, sur la logique de la production et du marché et sur la glorification de l'État ou des institutions. On se retrouve donc maintenant avec une remise en cause globale de l'ensemble de ce schéma.

Évidemment, cela fait peur, et les vieux démons, les vieilles recettes du passé reviennent. Et bientôt on nous expliquera qu'en fait, au début du XX<sup>e</sup> siècle, on n'avait pas bien compris comment il fallait faire, mais que le modèle est toujours bon, que ce sont les hommes qui l'ont mis en place qui n'étaient pas bons. Nous ne pouvons plus accepter cette logique des avant-gardes et cette logique scientiste appliquées à l'économie et à la politique. Nous devons remettre cela en cause, ainsi que la logique du combat.

Il y a deux manières de combattre, qui sont chacune porteuse du type de société que l'on veut construire. Il y a une méthode autoritaire et une méthode anti-autoritaire, ce qui nous ramène au débat de la I<sup>ère</sup> Internationale, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous sommes en train d'inventer une nouvelle façon de vivre en société. François Partant a mené cette réflexion, notamment dans son livre *Que la crise s'aggrave*, avec comme point de départ l'agriculture. Ceci n'est pas neutre car c'est dans ce domaine que la remise en cause du dogme du productivisme s'est construite et a été la plus avancée, du moins du vivant de Partant, et c'est ainsi que les paysans eux-mêmes ont dénoncé la logique dans laquelle le système voulait les enfermer. Logique du toujours plus, logique des moyens pour les moyens, logique d'accumulation financière, logique du marché, logique de l'organisation rationnelle de la production et des marchés ainsi que de la concentration de la distribution, en allant toujours plus loin.

Cette logique a amené toutes les dérives connues, que François Partant avait déjà pointées du doigt, tout comme, au début des années 1980, l'avaient fait des paysans qui remettaient en cause l'utilisation des hormones dans l'élevage. Ce combat a ensuite continué avec la remise en cause de ce qui est peut-être le plus symbolique du culte scientiste : les OGM. Personne ne sait, pas un scientifique sérieux n'est capable de dire ce que peuvent en être les conséquences sur l'environnement, sur la santé, ni sur l'économie. Il s'agit seulement d'avancer coûte que coûte. Logique du progrès qui va de pair avec celle du marché, pour lequel les OGM sont une chose extraordinaire, en faisant en sorte que ce qui était gratuit devienne payant. Les graines que le paysan garde et qu'il resème sont gratuites, par contre celles qu'il faut se procurer auprès de la firme multinationale, chez Monsanto ou Novartis, obligent le paysan à accumuler les richesses pour pouvoir les acheter. Ce contentement du marché avait déjà commencé avec les hybrides, premier stade, pourrait-on dire, des OGM. On a dit que rendre le maïs stérile par hybridation constituait un progrès parce que cela permettait de produire plus, ce qui était déjà un mensonge au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Cependant le marché ne peut pas agir seul, il a besoin de règles du jeu et se sert donc des institutions, du droit, à travers les brevets. Le premier brevet sur les OGM aux États-Unis est un brevet conjoint entre l'État et une firme privée. On se retrouve avec ce triptyque progrès-marché-État, les trois ayant besoin les uns des autres pour continuer à avancer, à dominer.

À bien y regarder, on se rend compte que cette logique du développement est complètement suicidaire. Elle refuse de regarder autour d'elle, avance sans connaître les conséquences de ses actes. Je citerai simplement quelques chiffres qui montrent l'absurdité de ce système qui fait que, par exemple, aujourd'hui en France 30 000 exploitations disparaissent chaque année. Dans le cadre de la logique de concentration, il faut bien être moderne, toujours augmenter les rendements, toujours être plus efficace. De 1992 à 2002, on est passé, au nom de l'efficacité économique, puis de la rationalité de la

commission de Bruxelles, de 11 millions de paysans à moins de 6 millions dans la communauté européenne.

Trois chiffres montrent l'absurdité de ce modèle pour l'agriculture mondiale. Aujourd'hui sur la planète 28 millions de paysans travaillent avec un tracteur, 200 millions travaillent avec la traction animale et plus d'1,3 milliard travaillent à la main. Ce sont les chiffres aujourd'hui reconnus et admis par les institutions internationales. Que deviendront ces populations si l'agriculture rentre dans la logique productiviste au niveau mondial ? Ce ne sont pas des millions de paysans qui disparaîtront, comme en Europe ou en Amérique du Nord, mais des centaines de millions, peut-être 1 milliard ou plus. La question devient gigantesque, sachant que, dans le même temps, la logique productiviste, cette logique technicienne du toujours mieux toujours plus, fait que dans les entreprises du secteur secondaire – où l'on envoyait les paysans qui quittaient la terre afin de dégager de la main d'œuvre – ces gens-là n'auront plus de place. En effet, là aussi il faut toujours aller plus loin, faire toujours mieux et donc on ne crée plus d'emplois dans l'industrie. On se retrouve dans une situation absurde où l'on court toujours plus loin sans avoir de solution et sans se rendre compte que cela crée un conflit social mondial comme on n'en a encore jamais connu.

Depuis le mois de novembre 2001 tout ceci n'est pas un rêve, et le premier conflit d'un nouveau type est en train de s'inscrire dans un pays particulier. En novembre 2001, la Chine a accédé à l'OMC. Grâce à cette accession, elle entre dans le concert des nations, ce qui lui permettra en même temps d'organiser les jeux olympiques et de se donner une belle image.

Ceci mis à part, on se retrouve là dans un cas de figure extraordinaire, avec l'alliance d'un pouvoir d'État autoritaire et de la libéralisation du marché à outrance. Rajoutons à cela l'idéologie du progrès, les chinois n'en sont pas avarés, et l'on se rend compte que cela va être une catastrophe. Or, que nous disent aujourd'hui les économistes chinois officiels ? Ils disent très clairement que, à la suite de l'entrée du pays dans l'OMC, il va falloir importer, puisque l'OMC oblige à importer au moins 5 % de ses denrées, même en matière agricole, quand on y adhère. Il va donc y avoir du dumping, et les prix vont baisser. Les économistes chinois disent aujourd'hui qu'ils pensent qu'entre 250 et 400 millions de paysans seront obligés de quitter la terre dans les dix prochaines années. Que deviendront-ils, quand on sait que déjà la périphérie des grandes villes chinoises est envahie de paysans sans terre ? On sait très bien qu'ils n'ont aucun avenir. On est en train de construire une véritable bombe à retardement, uniquement pour satisfaire un fantasme, pour satisfaire des économistes, des financiers, des scientifiques et des hommes d'État très contents de construire de belles machines.

On pourrait prendre des exemples identiques en Afrique. Aujourd'hui, grâce à la politique européenne, grâce à nos excédents – que l'on a été capable de produire et ensuite de conserver dans des frigos à Bruxelles – on a pu déverser sur

toute l'Afrique subsaharienne des quantités astronomiques de viande à bas prix. À tel point qu'en six ans, on est arrivé à diviser par deux le cheptel des pays subsahariens. Voilà la logique du marché, la logique du progrès économique, voilà la logique scientifique poussée à l'absurde. Tout cela nécessite que l'on remette en cause de manière radicale la totalité des concepts sur lesquels a été basée la construction de la planète jusqu'à présent. Dans cette vision, quel espoir y a-t-il ? Eh bien, l'espoir, ce sont des hommes et des femmes qui, partout aujourd'hui, se lèvent pour dénoncer cette situation, mais aussi pour construire des alternatives au quotidien et qui n'attendent pas les lendemains qui chantent pour commencer à bâtir. Et c'est cela qui est nouveau aujourd'hui, que des hommes et des femmes luttent et construisent en même temps des alternatives, sans attendre que les institutions politiques issues du colonialisme règlent tous les problèmes. Ce sont les mouvements sociaux, les citoyens en lutte, et pas simplement les ONG, qui sont aujourd'hui en train de se prendre en main, et c'est la jonction entre ces différents mouvements qui est un véritable espoir. À Porto Alegre, on a dit qu'un autre monde est possible. Nous sommes un certain nombre à dire qu'il est dangereux de parler d'un autre monde possible parce que c'est à nouveau penser dans la dualité. C'est pour cela qu'il est préférable de dire que d'autres mondes sont possibles et c'est également pour cette raison que nous disons, nous, à Via Campesina, notre mouvement paysan international, que pour globaliser l'espoir il faut d'abord globaliser les luttes.

## > Le développement ou la corruption de l'harmonie en valeur

Ivan Illich

José Bové a dit quelque chose de tout à fait simple, de presque trivial, qui m'a ouvert les yeux : "Ce qui était gratuit devient payant." Permettez-moi de faire une permutation : ce qui était bon a été transformé en valeur. Tout ce que José Bové dit très clairement est une conséquence logique, inévitable, si l'on ne remet pas en question l'idée de valeur.

Quand j'ai fait mes études, j'ai dû pendant sept ans écouter les leçons et rédiger mes travaux en latin. Cela m'a facilité la lecture des premières discussions universitaires, à la Renaissance et plus tard. Eh bien, je n'aurais pas en latin un mot pour traduire le concept de valeur.

Je me souviens que Lester Pearson m'avait invité pour discuter les thèses de Gunnar Myrdal qui citait l'Évangile, où il est dit que "ceux qui ont auront davantage et ceux qui n'ont pas, on leur prendra même ce qu'ils ont". J'étais profondément scandalisé. Depuis lors, j'ai compris la crédibilité de l'Évangile et la sagesse de ce Myrdal qui, avec Keynes, présente une pensée des trivialisés économiques. Mais je me souviens à quel point mon opposition à l'idée même de développement m'isolait d'une manière extrême. La raison pour laquelle je

m'intéressais à cela, c'est que c'était l'époque de l'invasion de l'Amérique latine par les volontaires. Des volontaires qui apportaient avec eux le modèle, l'exemple de l'homme évolué. C'est à ce moment-là, probablement après qu'il ait compris que j'étais confronté à la violence extrême, que Myrdal m'a invité à déjouer le développement. "Déjouer" n'est pas le terme à utiliser, ce serait plutôt l'idée d'éviter. Aujourd'hui encore, les gens utilisent la violence pour témoigner de ce désir.

J'ai essayé de montrer la contre-productivité du développement, non pas celle de la surmédicalisation, ou des transports qui augmentent le temps que nous passons à nous déplacer, mais plutôt la contre-productivité culturelle, symbolique. Des dizaines de livres parlent aujourd'hui des pieds comme d'instruments de locomotion sous-développés. Il est devenu difficile d'expliquer que les pieds sont aussi des instruments d'enracinement, des organes sensitifs comme les yeux, les doigts.

Majid Rahnema m'a fait voir ce qui s'est passé. Vous vous souvenez peut-être que vers 1980 on a découvert le sida. Un jour, on a demandé à Geremek, l'historien et politicien polonais, s'il avait quelque chose à dire sur l'histoire du sida. Il a répondu : "Mais je crois que le sida ne pouvait pas exister là où vous aviez la permission de mourir d'une infection." Pour cette raison-là, il n'avait rien à dire sur l'histoire de ce phénomène. Quelque temps plus tard, Majid Rahnema a joué sur le mot de "aids" (sida), en assimilant le développement au sida. Il a parlé du développement – en Amérique et ailleurs – comme d'une destruction, d'une injection de choses et de pensées qui détruisent l'immunité face à notre système de valorisation des choses.

La première fois que j'ai lu ce texte, je ne pouvais pas m'imaginer à quel point les alternatives seront cooptées pour devenir des choix, des options de contre-développement, à l'intérieur du même concept, de la même trivialité. Je prends l'exemple de la médecine : je me souviens très bien de l'époque où des pratiques comme l'acupuncture, la médecine arabe ou d'autres étaient considérées comme du charlatanisme. Quelques années plus tard, elles sont devenues des alternatives pour le malade. Quelques années plus tard encore, elles sont devenues des "complémentaires" ; et aujourd'hui, il y a des soins médicaux intégraux, dans lesquels toutes sortes de techniques et de traditions chantent la même symphonie de la santé. Symphonie qu'il faut poursuivre, en oubliant totalement que pour Monsieur Gallinus, sur la base d'Hippocrate, c'était un mécomportement extrême, pour un médecin, que de soigner une personne qu'il considère dans l'atrium (l'entrée) de la mort. J'ai discuté cette question pendant six mois en 1972 au Pakistan et j'ai compris pourquoi la pratique du hakim dans la tradition islamique n'était pas du tout comparable à celle du médecin moderne. C'est seulement à partir du XII<sup>e</sup> siècle que la médecine n'a plus été considérée comme une forme de philosophie appliquée, qu'est apparue la notion, indépendante d'un soin, de quelque chose qui s'appelle la "santé". C'est seulement aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles que

les deux notions se sont séparées. Les raisons de cette séparation seraient trop longues à discuter.

Depuis lors, j'ai suivi une route qui consistait à m'éloigner dans le temps, puisque je ne réussissais pas, à mon âge, à apprendre le chinois, qui m'aurait donné une base indépendante du développement des idées occidentales. Je suis donc allé au XII<sup>e</sup> siècle et là, j'ai été touché par ce dont parle Serge Latouche : l'idée de l'horizon. J'ai tout de suite pensé à Pierre d'Espagne, un père de l'Église de ce siècle-là, qui a une très belle définition de l'horizon. Il explique qu'il s'agit d'une ligne qui passe entre les deux fesses. Avec le côté gauche, nous sommes dans un temps qui n'existe plus pour nous. C'est une espérance éternelle, mais qui commence un jour (ce n'est pas l'éternité de Dieu). Avec le côté droit, nous sommes assis dans le temps. Et il faut faire son possible pour tenir les deux fesses bien ensemble. Je vous cite un Père de l'Église du XII<sup>e</sup> siècle...

M'adressant maintenant aux modernes, j'ai observé comment le petit mot "je", au cours du XX<sup>e</sup> siècle, a changé de sens. En Français, "je" est un pronom. Si je dis "Ivan veut", on sait que je ne sais pas encore dire "je", que je suis trop jeune. En anglais, on dit "pronoun", mais ce n'est pas un vrai substantif, ce n'est pas une classe. En allemand, c'est encore différent : "ich" ist ein Fürwort, et je peux le comprendre comme quelque chose qui remplace un mot, für eine Wort, qui n'existe pas, car c'est quelque chose de suprêmement concret. Cela commence avec Freud, avec la recherche du Je, de la personnalité, de l'intégration du Moi. C'est ce sens qui se perd actuellement. C'est une autre raison pour laquelle il est tellement difficile, dans le monde contemporain, d'avoir une ligne d'horizon comme idéal. Cela veut dire : tout le poids sur la fesse droite. Je ne sais pas comment le dire autrement (philosophiquement, c'est un peu plus compliqué).

Dans la langue malaise, on ne peut pas dire une phrase sans bien distinguer entre le kita et le kami. Par exemple, "nous avons rendez-vous ce soir", vous êtes avec Madame. En français vous ne savez pas si ça s'adresse à vous ou à Madame. C'est une chose impossible dans les langues qui ont un pluriel du "je" clairement fixé par les mots.

Lorsque j'ai demandé à mon ami Matthias Rieger : "Comment arriver à expliquer de quelles manières les trivialités se sont changées ?", il m'a envoyé une lettre dont je vous lis un extrait : "La première fois que j'ai lu le programme du colloque "défaire le développement, refaire le monde", mon cœur a sursauté. Le sujet de ce colloque m'a donné l'impression d'être invité à une réunion internationale de dieux. Je me suis dit que ces deux idées – re-faire le monde et de dé-faire le développement – ne pouvaient se concevoir que dans l'Olympe. Ça peut être un Olympe alternatif, mais c'est l'Olympe. C'est global."

Je me demande pourquoi le développement a eu un tel effet transformateur sur les millions et millions d'hommes qui travaillent encore la terre à la main, la majorité. Je me demande à quel point ils sont déjà modernisés, développés aujourd'hui.

L'autre ami que j'aimerais vous faire entendre, Samuel Sajay (indien et professeur aux États-Unis), m'écrit : "Ivan, vous avez parlé de l'effet symbolique du développement, de l'école qui inévitablement classe les gens et leur donne la responsabilité d'appartenir à leur classe d'origine ; de la médecine qui crée dans le monde d'aujourd'hui les pathologies qu'elle diagnostique..."

Il me dit : "Dans la mesure où le développement associe à ses échecs techniques des effets symboliques réussis de son point de vue, on peut dire que le développement, dont le but consistait à développer les humains, est un franc succès."

Vous me demanderez, qu'est-ce que ça veut dire ? Je trouve ce mot "humain" dé-gôù-tant ! Dernièrement, j'ai consulté l'Encyclopædia Britannica sur CD-Rom. Je voulais savoir comment on définit la communication. Et qu'est-ce que je trouve ? "Pour les humains, la communication est... etc." Premièrement, le mot "humain" est écrit en bleu, puis il y a une indication "regardez dans l'index ce que ça veut dire". Le développement a fait de nous des "humains".

Je reviens à mon ami : "Le développement des humains comme fonction latente de la technique est un franc succès. Partout dans le monde, les gens croient maintenant sincèrement qu'ils sont humains. L'humain est devenu un être reconnu légalement plutôt qu'une créature naturelle." Inévitablement, je repense au vieux professeur Tenenbaum qui parlait dans un très beau livre, il y a quarante ans, de la différence de traitement des esclaves entre le Nord et le Sud. Dans le Sud, il y a eu des conciles au XVI<sup>e</sup> siècle en Espagne pour vérifier si les esclaves étaient vraiment des humains, des Hommes. En Amérique latine, s'ils étaient des hommes, on devait avoir une raison pour les mettre en esclavage. Dans le Nord, on avait l'idée qu'on devient humain en devenant citoyen.

Samuel Sajay continue : "Le sens des proportions, de ce qui est adéquat, approprié et bon ne peut pas exister dans un monde technogène, un monde donc non naturel. Si le monde est "fabriqué" ("Refaire le monde"), il ne sera pas naturel, c'est-à-dire qu'il ne sera pas une donnée avec laquelle je dois vivre." C'est une base fondamentale de la pensée de toutes les traditions que je connais, de la proportionnalité, de l'harmonie, de ce qu'on appelle "le bien". Évidemment, nous rions si je reprends l'expression d'Aristote, qui dit que la pierre tombe parce qu'elle a un désir pour l'endroit "bon" auquel elle appartient. Ce n'est pas être dans l'espace, c'est penser avec les pieds par terre. Sajay conclut : "L'humain sera coopté pour contribuer au self management, au management global."

Maintenant, si mes yeux se sont ouverts sur ce qui se passe dans cette déshumanisation, cette décorporalisation, je le dois à Silja Samersky, généticienne certifiée et docteur en philosophie. Elle a travaillé sur une quarantaine d'interviews de femmes enceintes réalisées en Allemagne. Elle m'a montré d'une manière effrayante comment, en une heure et demie, dans un rituel absurde, une femme qui attend normalement son enfant est transformée... en decision maker. La mère a en face

d'elle un profil de probabilités et de risques, comme un "décideur", sur la base duquel elle doit prendre sa décision. Une décision qui n'est pas prise avec ce qu'on appelait la "volonté". De nouveau je retourne à mes chers dictionnaires : dans le nouveau, énorme, dictionnaire de philosophie de l'éditeur Routledge, au mot will (la volonté), il est dit : "Une faculté autrefois attribuée à l'être humain." C'est une entrée d'un quart de page, je vous conseille, si vous êtes intéressé, d'y aller voir. Silja m'a fait comprendre ce qui se passe dans cet instant exemplaire et qu'il ne me sera jamais possible de vraiment sentir dans mes entrailles, cet instant où la maman pense à ce qui naît en elle comme à un être de valeur auquel il faut appliquer une réflexion sur les chances et les risques, un profil de risques. Elle m'a fait comprendre à quel point c'est une trahison.

Je pense que si vous voulez réfléchir à la situation dans laquelle nous nous trouvons – appelons-la le "doute grave" sur le développement – il faut s'intéresser à ce concept d'"harmonie". Matthias Rieger m'a fait comprendre que la musique était un arrangement d'harmonies et que c'est Heinholtz, le Einstein du XIX<sup>e</sup> siècle, qui a dit que "cette pensée d'harmonie, ne s'applique pas à un monde où ce qui était harmonie est transformé en valeur."

Cette valeur, qui s'exprime en Hertz, peut devenir une lutte en 1870 entre Berlin et Paris si la base de cette valeur est par exemple 440 Hz plutôt que 445 Hz. Pour cette raison, l'art peut devenir quelque chose de calculable. J'aime cette musique, je suis corrompu par cette musique moderne qui est une œuvre d'art, indépendante de celui qui écoute, qui existe en soi, faite par des tons, calculée, en opposition à ce qu'était l'écoute pour les vieux : une harmonie, une relation entre la flûte et l'oreille.

-